

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article2374>

Une formation combinant genre et plaidoyer

- Nos projets & actions en cours - Egalité & genre - Genre et économie en Afrique de l'Ouest - Retours d'expérience -

Date de mise en ligne : jeudi 1er janvier 2015

Site de l'Association Adéquations

Afrique Verte a organisé en juillet 2012 à Bamako un atelier sur genre, plaidoyer et accès des femmes à la terre et aux sites de travail, qui a regroupé 18 représentantes des unités de transformation du réseau. Les formations précédentes avaient identifié l'accès des transformatrices au site de travail comme un problème important. Au Mali, ni la loi agricole, ni les textes législatifs et réglementaires ne briment les droits des femmes mais dans la réalité, elles disposent de petits lopins en maraîchage dont elles n'ont pas le contrôle et qui leur sont souvent retirés après leur mise en valeur. En ville, la pratique la plus courante est la location de maisons ou le prêt de locaux par des parents qui peuvent récupérer leur bien à tout moment - souvent lorsque la transformatrice a réalisé quelques investissements. Or la sécurité foncière favoriserait une meilleure production agricole et la sécurité sanitaire des aliments par l'application correcte des mesures d'hygiène dans des locaux appropriés.

L'atelier visait à mieux comprendre les notions de genre et à élucider les stéréotypes qui limitent les participantes, comme la vision dévalorisée qu'elles ont parfois elles-mêmes des femmes. Les transformatrices ont analysé différents facteurs : la terre existe mais les femmes manquent d'information sur les disponibilités et localisations, méconnaissent les démarches pour en acquérir et manquent de confiance en elles pour entreprendre ces démarches, enfin elles manquent de moyens financiers. L'atelier a débouché sur plusieurs pistes : faire une demande auprès des organisations de financement, utiliser les fonds propres, répartir le prix des parcelles entre les membres, ou faire un plaidoyer auprès du gouverneur, des préfets ou des maires. Les textes internationaux (CEDEF, protocole de Maputo) ou nationaux (loi agricole, charte pastorale) en faveur de la promotion des droits des femmes s'avèrent peu connus des participantes, alors qu'ils pourraient venir en appui du plaidoyer.